



## **Conseil de sécurité**

**Distr.  
GENERALE**

**S/23847  
27 avril 1992  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS**

**NOTE VERBALE DATEE DU 23 AVRIL 1992, ADRESSEE AU SECRETAIRE  
GENERAL PAR LA MISSION PERMANENTE DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-  
BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD AUPRES DE L'ORGANISATION DES  
NATIONS UNIES**

La Mission permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et a l'honneur de l'informer des mesures prises par le Royaume-Uni pour appliquer la résolution 748 (1992) du Conseil de sécurité.

Au Royaume-Uni, les sanctions ont été appliquées en vertu de la loi de 1946 sur l'Organisation des Nations Unies, par voie de l'adoption, le 8 avril, de plusieurs décrets-lois qui sont entrés en vigueur le 15 avril.

Le décret-loi sur l'interdiction des vols à destination ou en provenance de la Libye (Royaume-Uni) et le décret-loi sur l'interdiction des vols à destination ou en provenance de la Libye (territoires sous tutelle) interdisent à tout aéronef à destination ou en provenance de la Libye, où qu'il ait été enregistré, de survoler le Royaume-Uni et les territoires sous sa tutelle, d'en décoller ou d'y atterrir.

Le décret sur les sanctions de l'ONU à l'encontre de la Libye (Royaume-Uni) et le décret sur les sanctions de l'ONU à l'encontre de la Libye (territoires sous tutelle) imposent à la Libye un embargo sur les armes, interdisent à la compagnie aérienne nationale de la Libye de mener toute activité et mettent en oeuvre plusieurs autres mesures prévues dans la résolution 748 (1992) du Conseil de sécurité.

Les relations diplomatiques avec la Libye ont été rompues en 1984 après l'incident au cours duquel une femme-agent, Mme Fletcher, a été abattue par des tirs en provenance de l'ambassade de Libye. Depuis, il n'existe à Londres aucune mission diplomatique libyenne.

Les autorités du Royaume-Uni sont déterminées à suivre de près l'embargo et à maintenir, tant qu'il sera en vigueur, des contrôles très stricts sur les exportations.

S/23847  
Français  
Page 2

Le Service des douanes et des contributions indirectes du Royaume-Uni, qui a été informé de la promulgation de ces décrets-lois, surveille de près toutes les exportations et mènera les enquêtes requises chaque fois que les circonstances l'exigeront.

-----

